

## Service de maître d’œuvre international – Questionnaire de diligence raisonnable – D’entreprise

S’inscrivant dans le cadre plus vaste de conduite responsable des entreprises (CRE) de la Corporation commerciale canadienne CCC, et conformément au Code de conduite et d’éthique commerciale de la CCC, le présent questionnaire sert à aider la CCC à réaliser son processus de diligence raisonnable en ce qui concerne les capacités administratives, techniques et financières de ses exportateurs ainsi qu’à démontrer l’engagement de la CCC à faire des échanges commerciaux avec des exportateurs qui adhèrent aux pratiques de conduite responsable des entreprises.

Le présent document est l’une des premières étapes de l’examen des exportateurs canadiens qui ont l’intention de participer à de futures transactions de gouvernement à gouvernement. Pour l’examen de projets spécifiques, il faudra remplir des documents supplémentaires. Lorsque des détails supplémentaires sont requis, veuillez les joindre.

La CCC assurera la confidentialité de tous les renseignements confidentiels et exclusifs qui lui sont fournis par l’exportateur, et elle ne doit pas, sans le consentement écrit préalable de l’exportateur, divulguer des renseignements confidentiels ou exclusifs à toute autre personne, autre qu’à ses représentants qui ont un « besoin légitime de connaître » ces renseignements pour travailler avec l’entreprise.

En conformité avec la [politique sur la transparence et la responsabilisation](#) de la CCC, la Corporation exigera l’accord et le consentement de l’exportateur pour la divulgation des renseignements suivants pour chaque transaction de vente à l’exportation signée par la CCC :

- Nom de l’exportateur
- Destination des biens ou des services
- Description générale des biens ou des services
- Valeur du projet et devise

Dans les cas où la partie divulgateuse demande également le soutien d’Exportation et développement Canada (« EDC »), la CCC peut accélérer le processus d’examen en transmettant les renseignements pertinents sur l’entreprise et le projet avec ses homologues chez EDC.

*Veuillez indiquer votre consentement à la communication de renseignements recueillis dans ce document avec Exportation et développement Canada (EDC) afin d’accélérer le processus de diligence raisonnable, si la participation de EDC devenait nécessaire.*

**Oui**       **Non**

\_\_\_\_\_  
*Signature*

\_\_\_\_\_  
*Date*

## D'entreprise – Diligence raisonnable :

### **Section A1 – Renseignements généraux**

Dénomination sociale complète de l'entreprise :	
Nationalité :	
Industrie	<input type="checkbox"/> Aérospatiale <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Construction <input type="checkbox"/> Consultation <input type="checkbox"/> Défense et sécurité <input type="checkbox"/> Fabrication <input type="checkbox"/> Ingénierie <input type="checkbox"/> Technologies propres <input type="checkbox"/> TIC <input type="checkbox"/> Autre _____
Votre entreprise s'identifie-t-elle comme étant dirigée par une personne issue de la diversité?	<input type="checkbox"/> Autochtone <input type="checkbox"/> Femme <input checked="" type="checkbox"/> Jeune entrepreneur <input type="checkbox"/> Nouveau Canadien <input type="checkbox"/> LGBTQ2S+ <input type="checkbox"/> Personne noire ou racisée
Nombre d'employés :	
Adresse au Canada :	
Adresse du site Web de l'entreprise :	
Nom légal complet de la personne-ressource :	
Numéro de téléphone :	
Adresse électronique :	
N° de TPS et de TVH de l'entreprise :	

### **Section A2 - Propriété**

A2.1 Depuis combien d'années votre entreprise est-elle en activité?	
A2.2 Joignez la liste des anciens noms de votre entreprise (le cas échéant).	<input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b> <input type="checkbox"/> <b>S. O.</b>
A2.3 Votre entreprise est-elle une filiale ou a-t-elle des filiales ou des sociétés affiliées?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>
<b>Si oui, veuillez fournir</b> le nom de la société mère, de la filiale ou de la société affiliée, ainsi que la relation avec votre entreprise. Veuillez fournir un organigramme, si disponible.	<input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A2.4 Votre entreprise est-elle cotée en bourse?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>
<b>Si oui, veuillez fournir</b> les détails de la liste associés à votre entreprise.	
A2.5 <b>Entreprises privées seulement</b> : Veuillez joindre une liste complète des renseignements suivants : a) les noms de tous les propriétaires (y compris ceux de la société mère);	<input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>

b) les noms de tous les individus qui possèdent plus de 10 % des parts de l'entreprise (y compris pour la société mère); c) les noms de tous les directeurs et cadres supérieurs.  Veuillez fournir un organigramme, si possible.	
--	--

### **Section A3 – Renseignements juridiques**

A3.1 Veuillez joindre un exemplaire des actes constitutifs.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>S. O.</b>
Si vous répondez <i>oui</i> à l'une des questions suivantes, <b>veuillez joindre les détails :</b>		
A3.2 Y a-t-il eu des jugements, des réclamations, des procédures d'arbitrage ou des poursuites judiciaires menacés, en cours ou en suspens dans un pays quelconque, d'un montant supérieur à 500 000 \$, contre votre entreprise (ou toute personne mentionnée dans ce questionnaire) au cours des cinq dernières années?  Si oui, veuillez fournir les détails (nom du plaignant, nature et montant des réclamations, et pays).	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
A3.3 Votre entreprise (ou toute personne ou entité nommée dans ce questionnaire) a-t-elle intenté des poursuites ou présenté une demande d'arbitrage auprès d'un autre ministère ou agence du gouvernement fédéral au cours des cinq dernières années?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>

### **Section A4 – Qualifications techniques et administratives**

A4.1 Dans chaque section ci-dessous, veuillez cocher la case qui reflète le mieux le profil actuel de votre entreprise.	
<b>DIRECTION</b>	
a. La haute direction n'a aucune expérience de gestion de projets internationaux.	<input type="checkbox"/>
b. La haute direction a peu d'expérience de gestion de projets internationaux.	<input type="checkbox"/>
c. La haute direction a une expérience pertinente de gestion de projets internationaux dans des régions sélectionnées.	<input type="checkbox"/>
d. La haute direction a beaucoup d'expérience de gestion de projets internationaux à l'échelle mondiale (ou dans le pays visé par le projet en question auquel participe la CCC) avec de solides antécédents.	<input type="checkbox"/>
<b>ENTREPRISE</b>	
e. Notre entreprise n'a aucune expérience en exportation.	<input type="checkbox"/>
f. Notre entreprise a peu d'expérience en exportation. Les exportations ne représentent pas une partie considérable de nos activités.	<input type="checkbox"/>
g. Notre entreprise a une expérience pertinente en exportation dans certaines régions. Les exportations représentent une partie importante de nos activités.	<input type="checkbox"/>
h. Notre entreprise a beaucoup d'expérience en exportation à l'échelle mondiale (ou dans le pays visé par le projet en question auquel participe la CCC) avec de solides antécédents. Les exportations représentent une partie majeure de nos activités.	<input type="checkbox"/>
i. Veuillez fournir une liste des pays dans lesquels la haute direction et votre entreprise ont une expérience dans la réalisation réussie d'activités.	<input type="checkbox"/>

## **Section A5 – Renseignements financiers**

A5.1 Veuillez joindre les deux derniers états financiers annuels (pour l'entité qui passe un contrat avec la CCC).	<input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A5.2 Votre entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ou tout membre du conseil d'administration ou cadre supérieur a-t-il fait l'objet d'une saisie, ou a-t-il demandé une protection en vertu de toute disposition de n'importe quelle loi sur la faillite, ou a-t-il été mis en faillite ou sous séquestre au cours des cinq dernières années?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>
A5.3 Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute entreprise connexe) a-t-elle eu des manquements par rapport à ses accords de prêt?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>

## **Section A6 – Agents, représentants et partenaires commerciaux**

A6.1 Votre entreprise embauchera-t-elle des agents, des représentants ou des intermédiaires tiers pour des projets où la CCC est impliquée? Si oui, veuillez répondre aux questions suivantes dans cette section.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>  <input type="checkbox"/> <b>À déterminer</b>
A6.2 Votre entreprise effectue-t-elle des activités de diligence raisonnable fondées sur le risque avant de conclure tout accord avec un agent, un représentant ou un intermédiaire tiers?	<input type="checkbox"/> <b>Yes</b> <input type="checkbox"/> <b>No</b>
A6.3 Veuillez indiquer le nom de l'agent, représentant et/ou intermédiaire tiers, s'il est connu:  ** Veuillez noter que si un agent est impliqué, la CCC exigera une copie de la diligence raisonnable fondée sur les risques et une copie de l'accord avec l'agent dans le cadre du processus de diligence raisonnable spécifique au projet mené par CCC.	<hr/> <hr/>

## **Section A7 - Intégrité et déontologie des affaires**

<b>Au cours des cinq dernières années :</b>	
Si vous répondez <i>oui</i> à l'une des questions suivantes, <b>veuillez joindre les détails :</b>	
A7.1 Pour les questions suivantes (A7.1.a à A7.1.d), veuillez indiquer si votre entreprise (ou toute personne ou entité nommée dans ce questionnaire), seule ou conjointement avec des tiers, ou n'importe lequel de ses compagnies connexes, principaux intervenants, agents supérieurs ou cadres supérieurs ont déjà :	
a. Été exclus du processus d'appel d'offres par n'importe quel gouvernement ou organisme international	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>
b. Fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou reçu un verdict de culpabilité devant tout tribunal, ou se sont déjà fait imposer des mesures administratives connexes par une cour quelconque pour avoir enfreint la <i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> ou toute autre loi sur la corruption ou les pots-de-vin	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>

c.	Fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou reçu un verdict de culpabilité dans un tribunal, ou se sont fait imposer des mesures administratives connexes par une cour quelconque pour avoir enfreint des règles ou des règlements régissant l'achat ou la vente de biens ou de services à un gouvernement ou par un gouvernement	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
d.	Fait l'objet d'une enquête ou reçu un verdict de culpabilité de violation de toute loi sur la fraude fiscale, les valeurs immobilières ou la concurrence	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
A7.2	Votre entreprise a-t-elle une politique écrite concernant la corruption ou les pots-de-vin?  <b>Si oui, veuillez joindre</b> une copie de la politique, et indiquez si les employés sont tenus de signer une attestation par laquelle ils s'engagent à respecter la politique, ainsi que la fréquence à laquelle les employés doivent signer cette attestation.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>  <input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A7.3	Votre entreprise, dans le cadre de l'établissement de relations d'affaires, offre-t-elle des cadeaux, une hospitalité, des divertissements, des repas ou des voyages standard à des agents publics étrangers?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
A7.4	Avez-vous des contrôles et des procédures établis au sein de votre entreprise concernant l'offre de cadeaux, d'hospitalité, de divertissements, de voyages ou d'autres dépenses à des agents publics étrangers? <b>Si oui, veuillez joindre</b> les détails des contrôles et des procédures.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>  <input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A7.5	Votre entreprise offre-t-elle de la formation de lutte contre la corruption et les pots-de-vin à ses agents et à ses employés?  <b>Si oui, veuillez fournir</b> une copie ou une description de la formation, et indiquez si elle est dispensée tous les ans. Veuillez indiquer à quand remonte la dernière fois que la formation a été donnée.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>  <input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A7.6	Votre entreprise a-t-elle fait l'objet d'un audit pour vérifier la conformité en matière d'intégrité commerciale par un organisme tiers au cours des cinq dernières années?  <b>Si oui, veuillez fournir</b> une copie ou un résumé des résultats de l'audit et/ou des recommandations faites par l'auditeur. Veuillez indiquer si les recommandations de l'auditeur ont été prises en compte et/ou mises en œuvre par l'entreprise.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>  <input type="checkbox"/> <b>Pièce jointe</b>
A7.7	J'ai examiné et compris <a href="#">le Code pour les exportateurs</a> , j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>

## **Section A8 – Régime d'intégrité du gouvernement du Canada**

Veuillez consulter les liens suivants :

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html> et <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>

A8.1	Après avoir pris connaissance du document <a href="#">Intégrité – Formulaire de déclaration</a> et de la <a href="#">Politique d'inadmissibilité et de suspension</a> de Services publics et Approvisionnement Canada, votre entreprise pourrait-elle être déclarée inadmissible ou suspendue, ce qui empêcherait d'obtenir un contrat ou un accord immobilier fédéral?	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
------	---	-------------------------------------	-------------------------------------

<https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/index.aspx?lang=fra> et <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264115439-fr.pdf?expires=1651513870&id=id&accname=quest&checksum=D02DF666C383341E3DBBF1B6956D949C>

A8.2 Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout <a href="#">Point de contact national (PCN)</a> pour les <a href="#">Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales</a> qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
--	-------------------------------------	-------------------------------------

<https://www.international.gc.ca/global-affairs-affaires-mondiales/news-nouvelles/2021/2021-01-12-xinjiang-declaration.aspx?lang=fra>

A8.3 J'ai pris connaissance de la <a href="#">Déclaration d'intégrité sur la conduite des affaires avec des entités du Xinjiang</a> , et je suis au courant de la situation des droits de la personne dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang et du risque élevé que cela représente. Je n'ai pas sciemment obtenu, directement ou indirectement, de produits ou de services d'un fournisseur impliqué dans le travail forcé ou d'autres violations des droits de la personne, liées à la répression des Ouïghours et d'autres minorités ethniques dans le Xinjiang.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
--	-------------------------------------	-------------------------------------

[https://core-ombuds.canada.ca/core\\_ombuds-ocre\\_ombuds/index.aspx?lang=fra](https://core-ombuds.canada.ca/core_ombuds-ocre_ombuds/index.aspx?lang=fra)

A8.4 Nous comprenons que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant <a href="#">l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE)</a> concernant une plainte qui nomme l'entreprise.	<input type="checkbox"/> <b>Oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>Non</b>
--	-------------------------------------	-------------------------------------

## **Section A9 - Certificat de conformité**

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

Dans le cadre de l'engagement de la CCC envers la transparence et la responsabilité, j'accepte que la CCC divulgue les renseignements suivants pour toute transaction de vente à l'exportation signée par la CCC qui concerne l'entreprise :

- Nom du fournisseur
- Destination des biens ou des services
- Description générale des biens ou des services
- Valeur du projet et devise

J'ai pris connaissance du document [Intégrité – Formulaire de déclaration](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou un accord immobilier avec le gouvernement fédéral.

J'ai examiné et compris que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout [Point de contact national \(PCN\)](#) pour les [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et je comprends que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant [l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises \(OCRE\)](#) concernant une plainte qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et compris [le Code pour les exportateurs](#), j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.

Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles prennent toutes les mesures possibles pour respecter la législation canadienne en matière de travail forcé et de chaînes d'approvisionnement.

À l'exception des événements divulgués à la section A7.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise ni une société affiliée, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

À l'exception des événements divulgués à la section A7.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité devant tout tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

En outre, je reconnais et comprends au nom de l'entreprise que :

si, à un moment donné, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou à une loi semblable dans un pays étranger a été ou sera commise, la CCC suspendra toute transaction avec l'entreprise;

si, à tout moment, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction a été commise ou est en train de l'être, la CCC en informera promptement les autorités chargées de l'application de la loi.

Signé le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, à, au Canada.

---

(Signature, nom et titre du cadre supérieur du fournisseur)

**Énoncé de confidentialité :** Les renseignements personnels recueillis seront utilisés pour déterminer l'admissibilité à une entente avec la CCC. Un formulaire incomplet pourrait entraîner l'inadmissibilité de votre entreprise à la passation de contrats avec la CCC. Les renseignements personnels seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels de la CCC et seront protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aux termes de la *Loi*, vous avez le droit d'exiger que l'on vous communique les renseignements personnels qui vous concernent et de demander que des corrections soient apportées s'ils sont erronés.